

Des observatoires pour suivre les effets de la dévaluation du franc CFA

Jean-Luc Dubois

Economiste ORSTOM
Yaoundé Cameroun

Nombreuses sont les modifications de comportement des groupes sociaux, ménages et individus apparaissant depuis la dévaluation. Un réseau d'observatoires a été mis en place, dans plusieurs régions du Cameroun, pour suivre ces évolutions et repérer les innovations sociales des planteurs de café, de cacao, des groupes pauvres et des femmes. On remarque, par le biais d'observations tant quantitatives que qualitatives, un regain d'intérêt pour les cultures d'exportation, le maintien des cultures vivrières et maraîchères afin d'assurer un revenu minimum de sécurité et l'apparition de nombreuses stratégies de lutte contre la cherté de la vie. Il est cependant difficile de dissocier les effets de la dévaluation de ceux de la libéralisation du commerce et des prix, ou de la réforme fiscale.

The CFA devaluation brings a lot of changes in the behaviour of socio-economic groups, households and individuals. A network of observatories was implemented in several parts of Cameroon to monitor the coffee and cocoa farmers, the poor and the women, and to focus on their innovative attitudes. After one year of quantitative, as well qualitative, observation, one may note the revival of interest for coffee and cocoa farming, the cultivation of food crop as a way of ensuring a security income, and new strategies aiming at reducing the cost of life. It is, however, difficult to distinguish between the consequences of the devaluation, and those of the trade and prices liberalization and the fiscal reform.

INTRODUCTION

La dévaluation de la monnaie est la mesure qui, après le contrôle de la masse monétaire et du crédit, a été la plus fréquemment mise en œuvre dans les programmes d'ajustement structurel (Raffinot, 1991). Elle fut longtemps différée dans la zone franc en raison de l'incertitude des conséquences économiques, sociales et politiques que pourrait entraîner une dévaluation collective sur des économies au demeurant fort différentes. Elle apparut inévitable dès lors que les politiques de désinflation compétitive, puis d'ajustement interne, difficiles à mettre en œuvre et lentes à produire leurs effets, ne réussissaient pas à rétablir la compétitivité de ces économies vis-à-vis de pays à parité monétaire plus souple, comme, par exemple, le Nigeria. La politique du franc fort appliquée en France, dans le cadre européen, ne faisait qu'accentuer la surévaluation du franc CFA et la baisse de compétitivité des économies africaines, la hausse des déficits publics, et l'utilisation de l'aide publique à des fins d'équilibre financier plutôt que de développement. Le changement de parité entre le franc CFA et le franc français eut donc lieu le 12 janvier 1994, par dévaluation de 50% du franc CFA, exprimé en francs français.

On attend maintenant de la dévaluation qu'elle accélère le rétablissement des grands équilibres macro-économiques : balance commerciale et balance des paiements, solde des finances publiques, et qu'elle facilite la relance de l'offre intérieure, notamment pour les filières d'exportation. On ne peut nier, cependant, le risque d'un échec si la hausse conséquente des prix domestiques s'avère trop forte, ou si les réponses en termes d'offre intérieure et de demande extérieure sont insuffisantes. L'expérience montre que rares sont les dévaluations qui ont atteint leurs objectifs en Afrique et qui ont évité des changements de parité successifs (Jacquemot et Assidon, 1988). Il est difficile de prévoir les chances de réussite d'une dévaluation. Les conditions théoriques de réussite, dites de Marshall-Lerner, résultant de la combinaison des élasticités d'offre et de demande de produits d'importation et d'exportation, sont difficiles à estimer avec précision, souvent par manque de données fiables. De plus, les contraintes structurelles propres à chaque pays et à son environnement économique modifient certaines des hypothèses de base.

Quelques études concernant les conséquences d'une éventuelle dévaluation ont été effectuées auprès des grandes filières de produits d'exportation comme le café, le cacao, ou le coton, mais peu fut entrepris concernant les conséquences sociales, et donc l'impact sur les conditions de vie des différents groupes sociaux. Il est vrai que les données statistiques relatives aux élasticités de consommation, ou de production, dans

le secteur informel, sont rares et non désagrégées selon les catégories sociales et les types de produits, échangeables ou non. Cependant une analyse théorique des interactions qui existent entre secteurs économiques et catégories sociales aurait été utile pour chacun des pays concernés. Ceci afin d'identifier les catégories sociales atteintes, positivement ou négativement, par la dévaluation, et les secteurs porteurs d'opportunités en termes de production ou d'emplois. Une démarche fut initiée dans ce sens, à la Banque mondiale, pour le Sénégal et la Côte-d'Ivoire, en s'appuyant sur les méthodologies mises au point dans le cadre du programme Dimensions sociales de l'ajustement. Mais cette approche ne fut pas généralisée économiques et sociales à l'ensemble des pays.

Or, pour appréhender les conséquences économiques et sociales de la dévaluation, il faut examiner la diffusion des effets à travers les trois niveaux socio-économiques macro, méso, et micro. La dévaluation est une mesure d'ajustement macro-économique dont les effets se diffusent, en premier lieu, au niveau méso-économique pour atteindre, par la suite, le niveau micro-économique des ménages et des individus. L'étude de ce qui se passe au niveau méso-économique est donc indispensable pour comprendre le comportement des ménages. On peut distinguer, au niveau méso-économique, la relation descendante «macro-méso» qui concerne les différents secteurs économiques comme la santé, l'éducation, l'habitat, l'agriculture, etc., et la relation ascendante «micro-méso» qui affecte les diverses catégories sociales, catégories socioprofessionnelles, groupes de pression, conseils de village, types de consommateurs, etc. Les décisions méso-économiques de ces catégories se diffusent à travers des infrastructures particulières, tantôt économiques, comme les marchés, les routes, etc., tantôt sociales, comme les centres de santé, les écoles, etc. Ces décisions se traduisent alors par des comportements spécifiques concernant le choix des productions ou des consommations, les substitutions entre produits et facteurs de production, et la détermination des prix.

C'est dans le suivi des réactions des groupes sociaux, des ménages et des individus que les observatoires présentent le maximum d'intérêt. Ils recueillent, de façon permanente et rapide, des informations sur la situation des populations, sur leur perception des phénomènes socio-économiques et sur les modifications de comportement. Le programme OCISCA, Observatoire du changement et de l'innovation sociale au Cameroun, mené conjointement par le ministère camerounais de la recherche scientifique et technique et par l'ORSTOM, est une expérience riche d'enseignements à cet égard. Elle alimentera, à travers les écrits des chercheurs qui y sont associés, les réflexions de ce texte.

I. – UN RÉSEAU D'OBSERVATOIRES

Le terme d'observatoire vient originellement de l'astronomie. Depuis, il a été utilisé par les sciences médicales et, de façon plus récente, par les sciences économiques et sociales. Quelques caractéristiques permettent de le définir, notamment la focalisation sur une catégorie sociale particulière pendant une période donnée, la permanence de l'observation pour suivre des comportements, et la combinaison de méthodes quantitatives, décrivant une situation, et qualitatives, fournissant les explications à cette situation. Ceci demande de définir en termes méthodologiques le domaine d'étude retenu, la catégorie sociale étudiée, le choix du site d'observation, la période d'observation et les méthodes d'observation employées. L'observatoire est le résultat de l'évolution de quatre décennies reliant la pensée théorique sur le développement, concernant les ménages, et les méthodes d'investigation. A chaque décennie des instruments d'observation et d'analyse spécifiques ont été élaborés pour produire les informations nécessaires à la mise en place des politiques de développement.

Les années soixante, sur le thème de «l'indépendance et du développement», mettaient en place les premières enquêtes auprès des ménages sur des thèmes spécialisés, démographie, budget-consommation, emploi, agriculture, etc., en vue de satisfaire aux besoins en informations de la planification et des politiques de croissance. Les années soixante-dix, «croissance et redistribution», ont vu l'apparition des premiers systèmes d'enquêtes intégrés visant à mieux connaître le niveau de vie des ménages et à fournir des informations sur la distribution des revenus et la satisfaction des besoins essentiels. On peut citer, par exemple, le Programme africain d'enquêtes auprès des ménages (PADEM). Les années quatre-vingt, «stabilisation et ajustement», ont vu apparaître l'intérêt pour les conditions de vie des ménages et les conséquences sociales des politiques d'ajustement. Cela a conduit à la mise en place de systèmes d'information complexes tenant compte de toutes les dimensions socio-économiques d'un ménage, mais aussi de l'articulation avec les niveaux macro-, méso- et micro-économiques. Ce fut l'un des fondements du Programme dimensions sociales de l'ajustement et du système d'information qu'il a élaboré (Banque mondiale, 1990).

De nos jours, en ces années quatre-vingt-dix, surgissent une multiplicité de thèmes qui posent le problème de l'articulation entre l'économique et le social, notamment la pauvreté, l'exclusion, le développement social, le développement humain (PNUD, 1990). Ce dernier concept, de loin le plus englobant, permet de regrouper dans un cadre unique les divers aspects économiques, sociaux, culturels, politiques, éthiques ou spirituels. De plus, il facilite l'intégration de tous les efforts méthodologiques

récents : lien entre les aspects macro, méso et micro, intégration des approches qualitative et quantitative, articulation des visions de court et de long terme, etc. Toutes ces antinomies qui sont propres aux univers complexes ne peuvent s'unir, selon le principe dialogique (Morin, 1994), qu'au sein d'un concept novateur comme l'est celui de développement humain.

Dans ce cadre, le concept d'observatoire présente un intérêt extrême. Il apparaît alors comme un nouvel instrument qui, de par ses caractéristiques, peut être mis au service de ce nouveau paradigme. Premièrement, c'est un outil méso-économique car il met l'accent sur un groupe social particulier et étudie son comportement dans une démarche similaire à celle d'un « effet grossissant de zoom » en photographie. Deuxièmement, il tient compte des aspects macro, méso, micro, puisque par agrégation des observations sur les ménages et individus de ces groupes, et par combinaison au sein d'un réseau, il produit des données macro-économiques ou macro-sociales. Troisièmement, il facilite la combinaison de méthodes d'observation et d'analyse différentes, enquêtes et entretiens approfondis d'une part, description statistique et économétrie qualitative d'autre part. Il respecte ainsi les aspects qualitatifs, que sont les choix de comportement, comme quantitatifs concernant la mesure du niveau de vie. Enfin, l'alternance d'observations régulières et répétées prend en compte la temporalité dans ses aspects de court terme comme de long terme (Dubois, 1995).

La mise en place de plusieurs observatoires constitue un réseau d'observatoires, qui facilite le suivi, en parallèle, des comportements de plusieurs catégories sociales sur différents thèmes d'étude. Cela demande, cependant, de résoudre de nombreux problèmes méthodologiques concernant l'articulation des champs d'observation, dans l'espace et dans le temps, le rôle de chaque observatoire : son implantation et ses objectifs de focalisation afin de fournir une vision d'ensemble des comportements sociaux, qui soit utilisable au niveau macro.

Le réseau d'observatoires du programme OCISCA étudie les comportements de quelques groupes socio-économiques considérés comme importants dans le contexte actuel de crise et d'ajustement structurel. Ainsi l'observatoire de Bafou suit les planteurs de café arabica, celui de Yemessoa les planteurs de cacao du Centre, celui de Douala les groupes pauvres urbains, et celui de Muyuka les femmes et groupes à risque en région anglophone. L'observation des conditions de vie et des comportements de ces groupes a pour but de repérer, parmi les changements, ceux qui constituent des innovations et sont porteurs d'avenir. Du point de vue institutionnel les observatoires fournissent un cadre de recherche pluridisciplinaire sur des thèmes en relation avec la politique économique et

sociale. Ceci dans le but de formuler des recommandations aux décideurs et de les aider à trouver des solutions de sortie de la crise (Courade, 1994).

II. — LA SITUATION DE CRISE D'AVANT LA DÉVALUATION

Le suivi régulier des ménages ruraux entre 1991 et 1994, après la baisse des prix aux producteurs de cacao et de café, et des ménages urbains en 1993 et 1994, après les mesures d'ajustement interne, de restructuration des entreprises et de baisse des salaires, fait apparaître des constantes de comportements face à la crise économique. De façon générale les prix respectifs du café et du cacao passés, en 1987, de 440 F CFA et de 420 F CFA, à 175 F CFA et 250 F CFA, en 1989, ont entraîné chez les planteurs une baisse continue de leur niveau de vie malgré leurs efforts pour diversifier les sources de revenu par d'autres activités agricoles, dans le vivrier ou les produits maraîchers, ou par des activités non agricoles, élevage, pisciculture et petit commerce (Ndembou, 1994).

Prenant l'exemple du village cacaoyer de Yemessoa, dans la province du Centre, on peut remarquer la diminution du revenu moyen annuel par tête de 29 000 à 26 000 F CFA, entre 1991 et 1993, correspondant à une baisse annuelle de 7,6% du revenu moyen par exploitation. La diversification des revenus n'a pu compenser cette baisse car les charges familiales se sont accrues avec le retour des jeunes qui ne trouvent pas d'emploi en ville. La plupart des ménages ont donc été contraints de réduire leurs dépenses d'habillement et de logement pour assurer, en priorité, la scolarité des enfants, et faire face aux dépenses de santé. Le recours à l'endettement, pourtant peu prisé, a augmenté, passant d'un quart des ménages en 1991 à un tiers en 1993, les emprunts étant réalisés auprès de la famille et des amis, pour 60%, ou des tontines. Rares sont les planteurs qui ont retiré leurs enfants de l'école, la préférence allant plutôt vers un retard de scolarisation pour les plus jeunes et une réduction des dépenses par l'achat de livres d'occasion. La contraction des dépenses de scolarisation est de 30% pour le secondaire et de 26% pour le primaire. Dans la même période, les dépenses de santé ont été réduites de 22%, les chefs de ménage préférant acheter des médicaments génériques, d'origine nigériane, auprès de vendeurs ambulants et faisant appel aux médecins traditionnels qui se font payer en nature. Les visites aux membres de la famille demeurant en ville se sont réduites, le transport étant devenu un luxe (OCISCA, 1994).

Des mutations importantes commencent à apparaître dans la consommation des produits alimentaires avec la tendance à substituer de plus en plus le manioc, l'huile artisanale, le maïs, les feuilles, les boissons

locales, etc., au riz, à la farine, à la viande de bœuf, à la bière «33», etc. On note ainsi une baisse de la consommation de produits importés, un changement des habitudes alimentaires et un repli sur les productions locales (Kamden, 1994).

Les planteurs continuent cependant de garder confiance dans leurs plantations, gages de revenus importants, si les cours mondiaux s'amélioreraient. Il est certain que la crise ne touche pas tout le monde de la même manière, si bien que les différents groupes sociaux : petits, moyens et grands planteurs, femmes chefs d'exploitation adoptent des stratégies différentes. Alors que certains réduisent, ou diffèrent, les dépenses de biens et services, d'autres essaient de maintenir le niveau de leurs revenus par une augmentation de l'offre globale.

Ainsi, par exemple, dans le village caféier de Bafou, dans la province de l'Ouest, on observe trois stratégies différentes du côté de l'offre. La première vise à augmenter la production de café en effectuant de nouvelles plantations. Elle permet d'augmenter le revenu global tout en sachant que le revenu unitaire continue de baisser. Cette stratégie est celle des moyens et grands planteurs qui ont fortement spécialisé leurs exploitations dans la culture du café. La seconde stratégie consiste à développer d'autres productions et, en premier lieu, les cultures vivrières. Elle concerne toutes les catégories de planteurs. Dans une moindre mesure, les cultures maraîchères et l'élevage porcin, moins rentables et demandant une bonne assise financière, sont le fait des grands et moyens planteurs. Enfin la troisième stratégie consiste à multiplier les activités liées à l'agriculture pour diversifier les revenus : plantations d'eucalyptus, d'arbres fruitiers, production de Calebasses, de vin de palme, de cola, etc. Les plantations d'eucalyptus sont surtout le fait des grands planteurs en raison de la disponibilité des terres qu'elles demandent. Face à ces trois stratégies, les femmes chefs d'exploitation démontrent une combativité équivalente à celle des hommes, utilisant leur force de travail pour augmenter les productions vivrières et maraîchères, et allant même jusqu'à planter des eucalyptus, l'élevage demeurant cependant plus une affaire d'hommes. On observe toutefois une baisse des dépenses en intrants agricoles qui pourrait se traduire par une chute des rendements à court terme et une détérioration des plantations à moyen terme (OCISCA, 1994).

III. – L'OBSERVATION DE QUELQUES EFFETS DE LA DÉVALUATION

Dans un tel contexte, la dévaluation du franc CFA ne pouvait qu'entraîner de nouveaux changements dans les comportements. Les observatoires ont permis d'en noter quelques-uns concernant l'intérêt pour les

cultures d'exportation, café et cacao, l'avenir des cultures vivrières et maraîchères, et les réactions urbaines face à la hausse des prix. Il semble cependant encore difficile, dix mois après la dévaluation, de présenter une vision synthétique et articulée de l'ensemble des changements de comportement.

a) Un regain d'intérêt pour les cultures d'exportation, café et cacao

La dévaluation a réveillé de nouveaux espoirs pour les planteurs et un regain d'intérêt pour leurs plantations. On remarque une certaine tendance à réagir positivement aux nouvelles mesures, tout en demeurant dans une certaine expectative en ce qui concerne l'évolution des cours mondiaux, notamment chez les planteurs de café robusta, plus touchés par la crise. Pourtant la plupart des planteurs pensent que la remontée actuelle des cours du café et, dans une moindre mesure, de ceux du cacao, combinée aux mesures de libéralisation commerciale, devrait se traduire par une hausse de leurs revenus. Certes les prix en francs CFA ont doublé, mais les producteurs commencent à peine à en toucher les bénéfices après avoir fait face au doublement du prix des intrants importés. De plus, il est encore difficile d'évaluer l'effet, sur le prix payé au producteur, du nouveau système de commercialisation fondé sur la vente directe à des exportateurs mis en compétition.

On ne connaît pas encore les rendements de la campagne 1994-1995. Il semble cependant que le défaut d'entretien des cinq dernières années ainsi que les difficultés d'approvisionnement en fongicides en juin et juillet 1994 aient contribué à la baisse de la production. La reprise spontanée de l'entretien des plantations ne pouvait compenser les effets de vieillissement du verger.

Dans la zone cacaoyère, les planteurs ont, en septembre, accepté sans objection, les prix proposés par les acheteurs privés afin de pouvoir satisfaire aux dépenses de scolarité. Le montant des ventes de cacao s'est alors ajusté à la satisfaction monétaire de ces besoins ainsi qu'au remboursement des emprunts. En octobre et novembre, nombreux sont les planteurs qui ont préféré stocker leur cacao anticipant des prix plus élevés pour la fin de la campagne. A côté de l'information diffusée par les journaux et la radio, le bouche à oreille demeure le moyen le plus efficace pour percevoir les différences de prix offerts par les acheteurs et les conditions d'achat ou de crédit proposées. Le groupage spontané des productions, et leur vente par baux-enchères aux exportateurs devenus plus nombreux sur le marché, ont permis d'obtenir des prix d'achat atteignant jusqu'à 500 F CFA/kg. Dans les régions où le marché du cacao est concentré entre les mains d'un petit nombre d'acheteurs, les planteurs

préfèrent la sécurité et privilégient les liens de confiance avec les acheteurs déjà connus. Il est donc difficile aux nouveaux arrivants de s'imposer en jouant sur la hausse des prix. Par contre, dans les régions où la concurrence jouait auparavant, les planteurs n'hésitent pas à jongler avec les prix. La libéralisation et la dévaluation ont amélioré les capacités de négociation des planteurs, mais l'on ne sait pas dans quelle mesure leurs revenus se sont accrus (Alary et Bopda, 1994).

b) L'avenir incertain des cultures vivrières et maraîchères

La chute des prix du café et du cacao, et leur maintien à un faible niveau au cours des dernières années, ont incité les agriculteurs à augmenter leurs productions vivrières et maraîchères et à s'orienter vers d'autres activités, comme la pisciculture ou l'élevage, pour s'assurer des revenus stables. D'autant plus que, dans le même temps, la demande urbaine en produits vivriers ne faisait que croître, du fait de la diversification des habitudes alimentaires variées. Tant et si bien qu'en 1994, au moment de la dévaluation, les recettes venant de la vente de produits vivriers représentaient jusqu'à 30% du revenu d'un planteur (Bopda, 1994).

On peut toutefois se demander si ces tendances vont se poursuivre dans le contexte d'après dévaluation, avec la libéralisation des mécanismes de commercialisation, et la remontée des prix aux producteurs. L'intérêt retrouvé pour la production du café et du cacao, la baisse du niveau de vie des populations urbaines, grosses consommatrices de produits vivriers et maraîchers, l'augmentation des coûts de transport, incitent à une baisse de la production vivrière. Cependant, il semble qu'en raison de l'incertitude, due aux fluctuations des cours mondiaux, et du désir de s'assurer un revenu minimum stable, les planteurs souhaitent conserver cette production à un niveau équivalent, tout en modifiant les types de culture.

En effet, comme le montre l'étude de l'impact de la dévaluation sur le coût de production et le résultat d'exploitation de quatre produits vivriers : pomme de terre, arachide, haricots et maïs, les productions qui nécessitent le plus d'intrants importés et ne peuvent être vendues que sur des marchés locaux sont les plus touchées. Les coûts de production ont augmenté de 31% pour les pommes de terre, de 25,5% pour le maïs, de 5,5% pour les haricots et de 4,5% pour les arachides, entraînant une baisse du bénéfice net de 56% pour les pommes de terre, de 12% pour le maïs, de 4% pour les haricots et de 3% pour les arachides. Avant la dévaluation, les productions plus capitalistiques, comme la pomme de terre et le maïs, rapportaient le plus. Après la dévaluation, ce sont les arachides qui rapportent le plus, suivies du maïs, des pommes de terre et des pois. Mais le maïs devient

la culture la plus rentable lorsqu'on utilise le rapport entre le bénéfice net et le coût total de production comme taux de profit. Ce dernier est de 1,50 pour le maïs, de 1,28 pour les arachides, de 1,20 pour les pois et de seulement 0,19 pour la pomme de terre. De façon générale, la dévaluation a entraîné une baisse du taux de profit pour tous les produits, celle-ci étant plus accentuée pour la pomme de terre, avec 66%, et pour le maïs, avec 30%, mais touchant aussi les pois, avec 9%, et les arachides, avec 7% (Ngouadjio et Foko, 1995).

La dévaluation, en accentuant la baisse du pouvoir d'achat des salariés urbains, gros consommateurs de produits vivriers et maraîchers, et en augmentant le prix des intrants modernes, rend donc moins rentable la production de ces produits. Or dans la province de l'Ouest, en raison de la forte pression foncière due à la densité de population élevée, 100 hab./km² contre 15 hab./km² pour la moyenne nationale, 700 hectares de nouvelles terres ont été mis en exploitation dans les bas-fonds, terrains très fertiles permettant, en raison de l'humidité quasi permanente due au couvert végétal, la culture aux périodes les plus sèches de l'année. Les agriculteurs des bas-fonds, migrants, cadets sociaux et femmes, sont directement concernés par les effets de la dévaluation. Il est certain qu'ils seront dorénavant moins disputés pour leurs terres, ce qui aura pour effet de réduire les conflits fonciers. Mais ils ne pourront compenser la perte de revenu résultant de la baisse de la demande urbaine qu'à condition de substituer des intrants locaux aux engrais importés s'ils produisent pour le marché intérieur, ou de se tourner vers des cultures exportables (Hatcheu Tchawe 1994).

Evidemment, on peut se demander s'il n'y aurait pas d'autres productions tournées vers l'exportation qui pourraient assurer les revenus supplémentaires recherchés. La tentation est grande de se tourner vers la banane douce dont la demande connaît une croissance régulière sur le marché européen, et qui peut produire en dix-huit mois des revenus confortables. Au Cameroun, sa production est passée de 43 348 tonnes en 1988 à près de 220 000 tonnes en 1994, sans augmentation des superficies cultivées. Avec un chiffre d'affaire, de plus de 40 milliards de F CFA en 1994, c'est devenu le premier produit d'exportation devant le cacao, le coton et le café. De plus, la dévaluation en réduisant le prix de revient de 40 F CFA par kilo encourage l'offre. La production de bananes n'est pourtant le fait que de grosses sociétés multinationales qui ont effectué des investissements considérables, plus de 40 milliards de F CFA, pour amener la production aux standards internationaux et faire passer, de 1990 à 1994, la part de la banane de qualité extra de 49% à 91%. Cette forte technicité, qui implique des investissements élevés, et la forte compétition sur les marchés internationaux, font que cette production ne peut être le

fait que de grosses sociétés et non de petits producteurs qui ne parviendront jamais à acquérir les financements nécessaires (Grangeret-Owona, 1994).

Ceci pose, néanmoins, le problème plus général du financement de l'agriculture vivrière et de l'affectation des ressources entre cultures de rente et cultures vivrières. La dévaluation, en renforçant la baisse du niveau de vie des populations urbaines, s'ajoute à la libéralisation du commerce et à la réforme fiscale, pour reposer ce problème en des termes nouveaux. On sait qu'environ 87% des dépenses courantes des exploitations, semences et intrants, engrais et produits phytosanitaires, sont assurées par les exploitants eux-mêmes, à partir de leurs ressources propres, épargne individuelle et résultat d'exploitation. L'emprunt, auprès de sources informelles en raison des facilités de prêt concédées, assure le complément de financement. Les dépenses d'investissement, par contre, ne peuvent être couvertes par les ressources de l'exploitation que dans une proportion de 69%. Il faut alors faire appel à d'autres acteurs du développement, Etat, secteur bancaire et groupements paysans pour le financement complémentaire. On peut espérer que la dévaluation contribuera à améliorer le résultat des exploitations agricoles, compensant la hausse du coût des intrants importés et facilitant le financement de l'agriculture vivrière. De plus, la création de groupements paysans, qui s'effectue en parallèle, permettra d'obtenir les intrants à des coûts moindres. Mais il faut cependant imaginer de nouveaux modes de financement, en accord avec les principaux acteurs du développement, pour développer le crédit de long terme indispensable à l'investissement dans le secteur vivrier (Foko, 1995).

c) Les réactions urbaines face à la hausse des prix

La dévaluation a accentué la baisse du niveau de vie en raison de l'inflation qui a suivi, résultant de la hausse du prix des produits importés et de la demande extérieure. L'inflation atteignait environ 45% en décembre 1994, chiffre plus fort que prévu. Dans le cas de l'habitat urbain, cette hausse a pu être calculée de façon précise en étudiant la composition des matériaux qui entrent dans la construction des logements. En juillet 1994, elle se montait déjà à près de 35%, en se basant sur le coût des matériaux importés pour le gros œuvre, le second œuvre, les aménagements extérieurs et les coûts de transport, les coûts de main-d'œuvre étant demeurés stables. Il faut donc maintenant mettre en œuvre des techniques de construction moins onéreuses, faisant appel à des matériaux locaux plus adaptés, pour garantir un logement décent aux populations urbaines (Pettang, Tamo et Mbumbia, 1994).

Pour les femmes, la dévaluation se traduit par une augmentation de leurs responsabilités et des charges de travail correspondantes. Elles doivent cumuler les traditionnelles activités ménagères avec celles résultant de la nécessité de réduire les dépenses ou d'augmenter le revenu du ménage. Elles mettent alors en œuvre des stratégies de survie ingénieuses, pour subvenir aux besoins domestiques avec des revenus moindres, dans tous les instants de la vie courante : courses ménagères et approvisionnement quotidien, cuisine et repas, déplacements, échanges d'information, activités professionnelles, etc., modifiant les habitudes de consommation alimentaires, d'habillement, de déplacement, et essayant la reconversion dans le petit commerce, le petit artisanat ou l'agriculture. Il est parfois difficile de voir, dans ces attitudes de court terme, le fait d'innovations sociales, porteuses d'avenir à plus long terme. Cependant, on observe des changements de mentalités concernant le rôle dévolu aux femmes dans le ménage, la perception du mariage, la rigueur de la gestion financière, l'importance des petits métiers, la valeur du travail agricole, etc. (Guimapi, 1995).

Les retours au village d'origine peuvent aussi être considérés comme une stratégie de réponse. La dégradation des conditions de vie en milieu urbain, les déceptions engendrées par une vie de plus en plus compétitive, la difficulté de trouver un emploi ne facilitent pas l'intégration urbaine et encouragent le retour au berceau d'origine. La dévaluation renforce cette tendance car elle modifie les termes de l'échange ville-campagne au profit des campagnes rendant la vie au village plus attractive. De plus, ces retours sont souvent bénéfiques pour le développement de la communauté, certains migrants ayant acquis un savoir-faire et un comportement plus innovateurs. Ils sont à l'origine de nouvelles spéculations, comme les produits maraîchers, de l'utilisation d'intrants modernes, arrosage intensif, engrais chimiques ou végétaux, produits phytosanitaires, et de la recherche d'activités productrices complémentaires. De plus, ils participent facilement aux groupements existants, ou suscitent de nouvelles associations (Manga Bela, 1994).

CONCLUSION

L'expérience du Cameroun montre que les observatoires, intégrés au sein d'un réseau, constituent un nouveau mode d'investigation porteur d'avenir. Un fort investissement méthodologique demeure toutefois nécessaire pour en faire un instrument pleinement opérationnel en sciences sociales. L'articulation des champs d'observation propres à chaque observatoire, au sein du réseau, la représentativité des résultats, la

durée et la fréquence des observations, la comparaison des résultats et la perception des changements sont autant d'éléments qui demandent un approfondissement tant théorique que pratique.

Les observatoires ne se substituent pas aux autres modes d'investigation fréquemment utilisés comme, par exemple au Cameroun, les enquêtes quantitatives du type budget-consommation ou emploi (DIAL, 1994) et les enquêtes qualitatives évaluant la pauvreté (Banque mondiale 1995). Mais ils les complètent efficacement en introduisant l'idée d'une permanence de l'observation pour l'étude des changements et des innovations sociales, moteurs d'une croissance renouvelée. De plus, ils jouent le rôle de laboratoires générant de nouveaux concepts et testant de nouvelles méthodes concernant, par exemple, la pauvreté (Dubois, 1994), la politique sociale et le développement social (Yenshu, 1994).

L'innovation sociale est un concept relativement nouveau qui comprend différentes facettes. Il s'agit, par exemple, de l'appropriation par un groupe social d'une innovation technologique, comme la transformation par les femmes des surplus de bananes douces en nouveaux produits vendus sur les marchés urbains. Ou bien, de comportements nouveaux, ou réactivés, qui permettent la mise en place de stratégies plus performantes, comme les systèmes de garantie, dans les tontines, pour faire face aux défauts de remboursement. Enfin, du développement de nouveaux réseaux permettant d'obtenir une meilleure redistribution des fruits de la croissance, comme la création de groupements de producteurs développant la pisciculture. Par le biais des observatoires, on cherche à distinguer, dans les changements sociaux, ceux qui sont innovateurs et porteurs d'avenir, car tous les nouveaux comportements n'expriment pas des substitutions positives ou des créations *ex nihilo*. Nombreux sont ceux qui accroissent la pauvreté, exacerbent les conflits ethniques ou augmentent la violence urbaine.

Enfin, il convient de noter que, même avec l'observation la plus fine, il est difficile de distinguer, parmi les changements sociaux, ceux qui ont un lien direct avec la dévaluation. Bien d'autres mesures, comme la libéralisation du commerce et des prix, ou la réforme fiscale, s'ajoutent à des chocs d'origine extérieure, comme la remontée des cours mondiaux ou les fluctuations de la monnaie nigériane, pour modifier le paysage social et rendre l'étude du comportement des différents groupes délicate.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ALARY V., BOPDA A., «Dévaluation et sous-évaluation de l'appauvrissement dans le monde rural», *La Lettre d'Ocisca*, n° 9, Yaoundé, 1994.
- Banque mondiale, *Cameroon : Diversity, Growth and Poverty Reduction*, Washington DC, 1995.
- Banque mondiale, *Les dimensions sociales de l'ajustement en Afrique : Programme d'action*, Washington DC, 1990.
- Banque mondiale, *Making Adjustment Work for the Poor : A Framework for Policy Reform in Africa*, Poverty and Social Policy Division, Washington, 1990, 141 p.
- BOPDA A., «Le secteur vivrier sud-camerounais face à la crise de l'économie cacaoyère», *Les Cahiers d'Ocisca*, n° 8, Yaoundé, 1994.
- COURADE G., *Le village à l'heure de l'ajustement structurel. Les paysans du Cameroun dans la crise*, Karthala, Paris, 1994.
- COURADE G., «Du passé re-composé au futur improbable : les observatoires ruraux d'Ocisca comme mode opératoire d'une recherche impliquée», *Les Cahiers d'Ocisca*, n° 2, Yaoundé, mars 1994, 31 p.
- DIAL, «L'enquête 1-2-3 de Yaoundé sur le secteur informel et l'emploi», *Stateco*, n° 78, INSEE, Paris, 1994.
- DUBOIS J.-L., *La longue marche vers les observatoires*, ORSTOM, Yaoundé, multigr., 1995, 19 p.
- DUBOIS J.-L., «Mesurer la pauvreté : systèmes d'information et cadres d'analyse», *Les Cahiers d'Ocisca*, n° 5, Yaoundé, avril 1994, 33 p.
- DUBOIS J.-L., BLAIZEAU D., *Connaître les conditions de vie des ménages dans les pays en développement*, Ministère de la coopération et du développement, La Documentation française, Paris, 3 volumes, 1990.
- FOKO E., «Les problèmes de financement de l'agriculture vivrière à Bafou», *Les Cahiers d'Ocisca*, n° 15, Yaoundé, février 1995, 17 p.
- GRANGERET-OWONA I., «Quelle place pour l'agriculture familiale dans le secteur de la banane au Cameroun?» *Les Cahiers d'Ocisca*, n° 11, Yaoundé, octobre 1994, 37 p.
- GUIMAPI C., «Les attitudes de survie des femmes à Yaoundé», *Les Cahiers d'Ocisca*, n° 16, Yaoundé, mars 1995, 40 p.
- HATCHEU TCHAWÉ E., «Quel avenir pour l'exploitation des bas-fonds de l'Ouest camerounais dans le contexte de la dévaluation du Franc CFA?» *Les Cahiers d'Ocisca*, n° 13, Yaoundé, novembre 1994, 33 p.
- JACQUEMOT P., ASSIDON E., *Politique de change et ajustement en Afrique*, Ministère de la coopération et du développement, Paris, 1988, 218 p.
- KAMDEN M.S., «Yemessoa, auto-approvisionnement et apport extérieur dans la consommation alimentaire en période de crise», *Les Cahiers d'Ocisca*, n° 6, Yaoundé, mai 1994, 17 p.
- KUHN S.T., *La structure des révolutions scientifiques*, Champs, Flammarion, Paris, 1983, 284 p.

- MANGA BELA L., «Migrants de retour et développement rural : le cas de Yemessoa», *Les Cahiers d'Ocisca*, n° 10, Yaoundé, septembre 1994, 30 p.
- MORIN E., *La complexité humaine*, Flammarion, Paris, 1994.
- NDEMBOU S., «Les planteurs de café et de cacao du Sud-Cameroun dans le tourbillon de la crise, de la libéralisation et de la dévaluation», *Les Cahiers d'Ocisca*, n° 12, Yaoundé, décembre 1994, 33 p.
- NGOUAJO M., FOKO E., «The Impact of the CFA Franc Devaluation on the Cost of Production and Net Revenue of four Food Crops in Dschang», *Les Cahiers d'Ocisca*, n° 14, Yaoundé, January 1995, 18 p.
- OCISCA, «1991-1993 : Evolutions majeures dans la zone cacaoyère, Equipe de l'Observatoire de Yemessoa», *Les Cahiers d'Ocisca*, n° 3, Yaoundé, avril 1994, 35 p.
- OCISCA, «Bafou 1993 : Renforcement des inégalités sociales, menaces sur la fertilité des sols, Equipe de l'Observatoire de Bafou», *Les Cahiers d'Ocisca*, n° 4, Yaoundé, juin 1994, 28 p.
- PETTANG C., TAMO T.T., MBUMBIA L., «Impact de la dévaluation sur l'habitat», *Les Cahiers d'Ocisca*, n° 7, Yaoundé, juillet 1994, 38 p.
- PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain*, Economica, Paris, 1990.
- RAFFINOT M., *Dette extérieure et ajustement structurel*, EDICEF/AUPELF, Vanves, 1991, 238 p.
- YENSHU E., «Human Development through a Universal Development Initiative : a Practical Agenda», *Les Cahiers d'Ocisca*, n° 9, Yaoundé, August 1994, 23 p.

ECONOMIES ET SOCIÉTÉS

« RELATIONS ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES »

CHANGE, COMPÉTITION ET RÉPARTITION
DES RÔLES ENTRE MONNAIES

N° 1/1996



ÉCONOMIES ET SOCIÉTÉS

CAHIERS DE L'ISMÉA

Revue fondée en 1944 par François Perroux

Comité de Direction

Henri Bartoli (*Université Paris I*), Gérard de Bernis, Président de l'ISMÉA (*Université Pierre Mendès France - Grenoble II*), Christian de Boissieu (*Université Paris I*), Rolande Borrelly (*Université Pierre Mendès France - Grenoble II*), Hubert Brochier (*Université Paris I*), Paul Chanier (*Université de Nice*), Jean-Marie Chevalier (*Université Paris IX - Dauphine*), Jean Coussy (*EHESS*), Renato Di Ruzza (*Université Nouvelle de Marne-la-Vallée*), Bernard Ducros (*Université Paris I*), Daniel Dufourt (*Université Lumière - Lyon II*), Pierre Duharcourt (*Université Nouvelle de Marne-la-Vallée*), Bernard Gerbier (*Université Pierre Mendès France - Grenoble II*), Jérôme Lallement (*Université Paris I*), André Larceneux (*Université de Besançon*), Marie Lavigne (*Université de Pau et des Pays de l'Adour*), Christian Lebas (*Université Lumière - Lyon II*), Jacques Léonard (*Université de Poitiers*), Louis Malassis (*Université de Montpellier*), Claude Ménard (*Université Paris I*), Alain Parguez (*Université de Besançon*), Pierre Pascallon (*Université de Clermont-Ferrand*), Maximilien Rubel (*CNRS*), Henri Savall (*Université Lumière - Lyon II*), Jean-Claude Toutain (*CNRS*), Robert Vallée (*Université de Paris-Nord*), Jean Weiller (*Université Paris I*).

Secrétariat de la revue

ISMÉA, 14, rue Corvisart, 75013 Paris.

Tél. : 44 08 51 42 – Fax : 44 08 51 34.

Directeur de la Publication

Gérard de Bernis, Président de l'ISMÉA

Administration – Abonnements – Diffusion

Presses Universitaires de Grenoble (PUG), BP 47,

38040 Grenoble cedex 9 – Tél. 76 82 56 51 – Fax : 76 82 40 35

Abonnement pour l'année 1996 à « Économies et Sociétés »
(12 numéros) :

France : 1 250 F (TTC).

Étranger : 1 350 F (port avion 210 F en sus).

Pour les numéros publiés avant 1968, s'adresser à Kraus Reprint,
Millwood, New York, 10546 USA.

Imprimerie Lienhart, F-07200 Aubenas.

ÉCONOMIES ET SOCIÉTÉS

Change, compétition et répartition des rôles entre monnaies

Cahiers de l'ISMÉA
Série Relations économiques internationales
P. n°33
Janvier 1996